



71^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies

Deuxième Commission

Débat général

General debate

New York, le 3 octobre 2016

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

Permettez-moi tout d'abord de vous féliciter chaleureusement pour votre élection à la présidence de la Deuxième Commission. J'adresse également mes compliments aux membres du bureau, qui sont appelés à assumer d'importantes responsabilités au cours de l'année à venir.

Vision de la deuxième commission

Avec l'universalité de l'agenda 2030 et la création de nouveaux forums, la place de la deuxième commission doit également s'adapter. Une année après l'adoption de l'agenda 2030, cette session de la deuxième commission a la tâche de concrétiser la mise en œuvre des Objectifs de développement durable.

La Suisse attend de la deuxième commission trois choses :

- Premièrement : donner les orientations normatives sur les défis globaux en matière de développement durable ;
- Deuxièmement : donner les orientations normatives et opérationnelles au système opérationnel des Nations unies ;
- Et troisièmement : assurer le suivi des conférences internationales qui n'ont pas leur propre processus de suivi. Il convient en effet d'éviter les doublons entre les résolutions ainsi que les délibérations en deuxième commission et les processus de suivi existants tel que le Forum politique de haut niveau pour le développement durable (HLPF) ou le Forum de l'ECOSOC sur le suivi de l'accord d'Addis.

Nous considérons important de garder ces paramètres en mémoire et la Suisse définira son engagement et ses priorités en fonction de ces attentes vis-à-vis de la 2^e commission.

Thèmes prioritaires pour la Suisse lors de cette session

Une attention particulière sera portée par la Suisse aux négociations sur **l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations unies**. Après l'adoption de l'agenda 2030, les Etats Membres ont l'opportunité de fournir des orientations

stratégiques et opérationnelles sur le futur rôle et fonctionnement du système des Nations Unies pour le développement. C'est le moment de clarifier les attentes des Etats Membres vis-à-vis des Nations Unies sur le soutien attendu pour la mise en œuvre d'un agenda aussi ambitieux qu'est l'agenda 2030. Nous pensons qu'il faut continuer à améliorer la cohérence et les synergies du système de développement des Nations unies. Avec de très nombreux acteurs présents sur le terrain, la coordination et les synergies peuvent et doivent être davantage améliorées. Ceci est d'autant plus important que les moyens financiers sont de plus en plus limités. La Suisse se réjouit de l'engagement constructif des différentes délégations sur cette question.

L'eau est l'un des principaux facteurs de risque des années à venir. Nous avons besoin d'une réponse globale à une crise de l'eau désormais mondiale. La Suisse reconnaît la nécessité de favoriser un engagement global, d'accélérer l'action, et de coordonner la réponse. Cependant, la gouvernance mondiale de l'eau reste des plus fragmentée et la structure actuelle ne reflète pas la vision intégrée de l'agenda 2030. Par conséquent, la Suisse, en se basant sur les recommandations du Conseil consultatif sur l'Eau et l'Assainissement auprès du Secrétaire général (UNSGAB), soutient la mise en place d'une architecture cohérente globale de l'eau et notamment un organe intergouvernemental des Nations Unies traitant de ces questions et en vue d'atteindre l'objectif spécifique sur l'eau.

La réduction des risques liés aux désastres est une composante à part entière du développement durable et représente une passerelle entre communautés humanitaires et du développement. Par conséquent, il nous faut mettre en œuvre le Cadre d'action de Sendai de manière opportune et nous assurer de la cohérence entre celui-ci et les autres cadres normatifs récemment adoptés comme les objectifs de développement durable, l'accord d'Addis; l'accord de Paris sur le climat ainsi que les engagements pris lors du Sommet Mondial sur l'Action humanitaire d'Istanbul. Afin de créer des sociétés plus résilientes, il est important de coordonner non seulement l'action du système onusien, mais également au-delà. En particulier, nous devons impliquer le secteur privé, la communauté scientifique ainsi que la société civile de manière systématique.

Les discussions lors du **Sommet Mondial sur l'Action Humanitaire d'Istanbul** (WHS) ont notamment porté sur une meilleure collaboration entre acteurs humanitaires et de développement. Si l'on respecte les mandats et la valeur ajoutée de chaque partenaire, les personnes affectées par les crises et les désastres ont tout à y gagner, et la Suisse souhaite donc une plus grande implication des acteurs du développement dans les situations de déplacement prolongées, car on ne peut pas répondre à des besoins devenus systémiques avec les seuls outils de l'aide humanitaire.

Avec le **Sommet de l'ONU sur les réfugiés et les migrants** une étape importante a été franchie. La communauté internationale a pu s'accorder sur des mesures concrètes en réponse aux défis mondiaux liés aux grands mouvements de fuite et migratoires. Par ailleurs, la contribution importante des migrants au développement durable a été réaffirmée. Cependant, les objectifs de l'Agenda 2030 liés à la migration sont loin d'être atteints. A cet égard, la Suisse s'engagera pleinement dans l'élaboration du pacte mondial sur les migrations. Nous allons également nous assurer que le Système des Nations unies sorte renforcé en terme de coordination et de coopération dans le domaine de la migration, et ce grâce notamment à la récente adhésion de l'OIM. Enfin, nous comptons également

clarifier cette année l'avenir du Dialogue de haut niveau des Nations Unies sur les migrations internationales et le développement. Le Dialogue constitue un instrument clé complémentaire au travail essentiel du Forum Global sur les Migrations et le Développement. Il devrait par ailleurs assumer un rôle central dans le cadre du suivi et de la revue thématique de l'Agenda 2030.

Monsieur le Président,

L'Organisation des Nations Unies reste le seul forum universel où nous pouvons concerter nos efforts en vue de réaliser ensemble notre vision d'un monde meilleur. Nous nous réjouissons des échanges constructifs au sein de la deuxième commission et tenons à vous assurer du plein soutien de la Suisse au cours de cette session.

Je vous remercie.

unofficial translation

Mister Chairman,

Allow me first to congratulate you on your election as chair of the Second Committee. I should also like to extend my compliments to the members of the Bureau, who will have major responsibilities over the coming year.

The Second Committee's Vision

The adoption of the universal 2030 Agenda and the creation of new forums mean that the Second Committee needs to adapt. One year on from the adoption of the 2030 Agenda, this session of the Second Committee has the task of ensuring the Sustainable Development Goals are implemented.

Switzerland has three expectations of the Second Committee:

1. normative guidance on the global challenges of sustainable development;
2. normative and operational guidance for the United Nations operational system;
3. follow-up to international conferences that do not have their own follow-up processes. We must avoid duplication of the Second Committee's resolutions and deliberations with existing follow-up processes, such as the high-level political forum on sustainable development or the ECOSOC forum on the follow-up to the Addis Agreement.

We believe it is important to bear these considerations in mind. Switzerland will be defining its commitment and priorities based on its expectations of the Second Committee.

Switzerland's priority themes during this session

Switzerland will be paying particular attention to the negotiations on **the Quadrennial comprehensive policy review of operational activities for development of the United Nations system**. With the

adoption of the 2030 Agenda, Member States have the opportunity to provide strategic and operational guidance on the future role and functioning of the United Nations development system. Now is the time to clarify the Member States' expectations of the United Nations regarding the support required to implement a programme that is as ambitious as the 2030 Agenda. We believe that ongoing improvements are needed in terms of synergies and coherence of the United Nations development system. With a very large number of actors in the field, coordination and synergies can and must be strengthened. This is now all the more important in light of increasingly limited financial resources. Switzerland looks forward to constructive engagement on this issue from the various delegations.

Water is one of the main risk factors in the coming years. A comprehensive response is needed to what is now a world water crisis. Switzerland recognises the need to foster a global commitment, speed up action and coordinate the response. Global water governance remains highly fragmented and the current structure does not reflect the integrated vision of the 2030 Agenda. Building on the recommendations of the United Nations Secretary-General's Advisory Board on Water and Sanitation, Switzerland supports the implementation of a coherent global water architecture (UNSGAB), and the setting up of a United Nations intergovernmental body to address these issues and achieve specific water-related goals.

Disaster risk reduction is an integral part of sustainable development and provides a link between humanitarian and development communities. We must therefore implement the Sendai Framework in a timely manner and ensure there is consistency between it and other recently adopted regulatory frameworks, such as the SDGs, the Addis Agreement, the Paris Agreement on Climate Change and commitments made at the World Humanitarian Summit. If we are to create more resilient societies, it is important to coordinate action in the UN system and beyond it as well. More specifically, we must systematically involve the private sector, the scientific community and civil society.

Talks held at the **World Humanitarian Summit** in Istanbul focused in particular on improving collaboration between humanitarian and development actors. If we can respect every partner's mandate and contribution, this will have a positive impact on the victims of crises and disasters. Switzerland calls for stronger involvement by development actors in situations of protracted displacement. We cannot respond to systemic needs simply with the tools of humanitarian aid.

Significant progress was achieved at the **UN Summit for Refugees and Migrants**. The international community reached a consensus on concrete measures to respond to the global challenges of large numbers of refugees and mass migration. The important role played by migrants in sustainable development was also reiterated. However, the 2030 Agenda goals on migration are still far from being met. In this respect, Switzerland is fully committed to the drafting of a global compact on migration. In addition, we want to ensure that the United Nations system emerges stronger with regard to coordination and cooperation on migration, in particular through the IOM, which recently joined the UN. This year, we also hope to clarify the future of the United Nations High-Level Dialogue on Migration and Development. This Dialogue plays a key complementary role to the critical work undertaken by the Global Forum on Migration and Development. It should also play a central role in the follow-up and thematic review of the 2030 Agenda.

Mister Chairman,

The United Nations remains the only universal forum where we can combine our efforts and work together to achieve our shared vision of a better world. We look forward to a constructive discussion in the Second Committee and would like to assure you of Switzerland's full support during this session.

Thank you.